



Réduction de la pauvreté par le tourisme

Le tourisme peut-il contribuer à réduire la pauvreté mondiale ?

Dans les discussions sur la politique du tourisme il est souvent fait référence au rôle prétendument important du tourisme dans la réduction et l'éradication de la pauvreté. Ces dernières années la question s'est surtout posée par rapport à la justice climatique planétaire. On se dit: il est vrai que les vols intercontinentaux émettent des gaz de serre, mais les touristes occidentaux laissent beaucoup de devises dans les pays dits « en développement », dont ces pays ont grandement besoin. Le tourisme global créerait donc de nombreux emplois et permettrait à des centaines de milliers de personnes dans les pays en développement de vivre mieux ... Mais en est-il effectivement ainsi ?

Souvent les débats sont menés de manière très polémique; les fronts entre « optimistes » et « pessimistes » semblent se durcir progressivement. Par le présent Dossier nous nous proposons d'y remédier et d'analyser sur une base objective et généralement compréhensible le potentiel du tourisme pour la réduction de la pauvreté.

1. D'où vient l'idée que le tourisme peut contribuer à réduire la pauvreté ?

Le tourisme compte parmi les rares secteurs économiques qui ne cessent de croître et dans le monde entier. D'où une augmentation du nombre d'emplois qui dépendent directement ou indirectement du tourisme – ou, pour le formuler de manière positive – sont créés par le tourisme. Actuellement l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) recense près d'un milliard d'arrivées internationales, c'est-à-dire de touristes, par an. Au plus tard depuis 1985, le nombre de touristes dans

les pays dits « en développement » augmente constamment. Ces pays et les régions matériellement démunies drainent ainsi l'argent de millions de voyageurs des pays industrialisés et des élites urbaines de pays émergents; ces montants dépassent de loin ceux des budgets de la coopération internationale – souvent appelée « aide au développement ».

À ce sujet il existe des estimations de source compétente: d'après l'Organisation pour la coopération et de développement économiques (OCDE) environ 97 milliards d'euros ont été affectés au plan mondial en 2007 à l'aide au développement, tandis que les touristes ont dépensé des sommes à peu près deux fois plus élevées dans les pays en développement.



C'est la raison pour laquelle le tourisme est souvent appelé le plus important transfert d'argent volontaire des riches aux pauvres. L'OMT estime qu'en 2020 416 millions de touristes internationaux voyageront en Asie et 75 millions en Afrique – les continents où la pauvreté est encore très répandue dans bien des pays et régions. Les auteurs de différentes stratégies de développement, nationales et internationales, et non en dernier lieu l'OMT, considèrent le tourisme comme une panacée économique, écologique et socioculturelle. Toutefois, dans bien des pays émergents et en développement le tourisme est marqué par une politique néolibérale très fortement orientée vers la croissance. Des organisations intergouvernementales et des gouvernements mettent en œuvre des programmes économiques de déréglementation. Selon la théorie de l'effet de « ruissellement » (trickle-down), les plus pauvres devraient eux aussi bénéficier de l'augmentation des recettes du tourisme et de la croissance économique générale.

2. Que veut dire « pauvreté » dans ce contexte ?

Il y a plusieurs définitions de la pauvreté. D'une manière générale on désigne par ce terme un manque d'accès aux biens et aux chances. La Banque mondiale considère comme « extrêmement pauvres » des personnes devant vivre avec moins de 1,25 dollar des États Unis par jour. On appelle « pauvreté relative » la pauvreté par comparaison avec l'environnement sociétal et social d'une personne. Les experts du tourisme ne sont pas unanimes sur la question de savoir si des projets touristiques peuvent faire participer directement de quelque manière que ce soit des groupes de personnes « extrêmement pauvres », étant donné que ces dernières ne disposent souvent même pas d'une éducation scolaire de base, ayant ainsi peu de chances de trouver du travail dans le tourisme. Ces personnes peuvent néanmoins, au moins théoriquement, bénéficier d'effets économiques indirects et dynamiques du tourisme (voir plus loin), ce qui est cependant difficile à prouver.

Il est plus plausible de penser que des personnes « relativement pauvres » peuvent profiter directement de projets touristiques dans leur voisinage, parce qu'elles disposent dans la plupart des cas d'une éducation et de ressources suffisantes pour trouver du travail dans le tourisme ou pour proposer eux-mêmes des services intéressant le tourisme.

3. Comment fonctionnerait concrètement

la réduction de la pauvreté par le tourisme ?

Dans ce contexte le public large ne pense le plus souvent qu'à la création d'emplois par le tourisme. D'après la devise: le tourisme crée des emplois, il réduit donc le chômage et par là la pauvreté dans les régions touristiques. En réalité les choses ne sont pas si simples, même si dans certains cas le constat peut être pertinent. Le tourisme peut aussi contribuer à réduire la pauvreté par des effets indirects et dynamiques (nous en parlerons plus loin). D'autre part on ne prend guère en compte que le tourisme croissant peut rendre plus difficiles, moins attractives voire impossibles d'autres activités locales – par exemple l'agriculture ou la pêche. Dans des cas extrêmes le développement touristique peut même, par de tels effets de substitution, être à l'origine d'un accroissement de la pauvreté sur place. Cet aspect est souvent mis en relief par les organisations critiques du tourisme et mérite considération. Il faut toujours avoir en vue le cas concret et surtout la manière dont est planifié le tourisme.

Il y a un lien entre l'idée générale du « développement » et les hypothèses sur la contribution du tourisme au « développement » et par là à la réduction de la pauvreté. Au fil des dernières décennies le concept du « développement » a changé plusieurs fois au niveau des institutions et des bailleurs importants – et par là les cibles de l'aide au développement ont également changé.

Jusqu'au début des années 1980 le « développement » était dans une large mesure associé à la croissance économique, également dans les milieux de la coopération au développement. S'il est vrai que dès la fin des années 1960 il y avait dans le monde entier des voix contre cette définition, la Banque mondiale et d'autres financiers internationaux continuaient à financer au nom du « développement » et du « progrès » de grands complexes hôteliers, voire l'urbanisation de littoraux entiers. On en trouve des exemples dans le monde entier, entre autres en Indonésie (Bali) ou au Maroc (Baie d'Agadir).

À partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990 le concept du « développement durable » a trouvé un écho dans la promotion touristique. Les grands projets ont dans une mesure croissante été remis en question, et les



aides ont privilégié des approches « alternatives » – par exemple le tourisme écologique ou villageois.

Au plus tard à partir de l’an 2000 et des objectifs du Millénaire des Nations Unies, l’éradication ou la réduction de la pauvreté sont l’objectif premier de l’agenda international du développement ; le concept du « Pro-Poor-Tourism » (voulant dire à peu près: tourisme en faveur des pauvres) a gagné du terrain. À y regarder de plus près on constate que ce terme vise dans la plupart des cas les « extrêmement pauvres » d’après la définition de la Banque mondiale. Comme nous l’avons déjà mentionné, il n’est pas certain, pour bien des experts du tourisme, que des projets touristiques puissent de quelque manière que ce soit soutenir les « extrêmement pauvres ». Malgré ceci l’Organisation mondiale du tourisme (OMT) a développé un programme appelé ST-EP (« Sustainable Tourism for Eliminating Poverty ») dont l’objectif spécifique est de permettre aux populations des « pays les moins avancés – PMA », surtout en Afrique, de sortir à long terme de la pauvreté extrême à travers des projets touristiques.

4. Par quels effets le tourisme pourrait-il contribuer à la réduction de la pauvreté ?

Il faut distinguer entre les effets directs, indirects et dynamiques du tourisme. Les effets directs émanent de la participation directe des populations locales (des « pauvres ») au tourisme, c’est-à-dire par l’emploi mais aussi par des projets philanthropiques ou des dons faits par les opérateurs touristiques. Par effets indirects du tourisme on entend les incidences positives du tourisme sur les personnes qui n’ont pas directement des emplois touristiques mais qui profitent tout de même du tourisme, grâce à une demande accrue de biens et services – par exemples les personnes travaillant dans l’agriculture ou dans la construction.

Comme effets dynamiques sont considérés des effets qui changent dans le long terme la situation économique en faveur des pauvres, par exemple de la manière suivante: une nouvelle infrastructure touristique pourrait inciter des gouvernements à investir dans d’autres biens publics ; ou bien une formation fournie aux personnels du tourisme pourrait

avoir des effets positifs sur d’autres secteurs économiques. Ce sont les effets dynamiques qui sont prometteurs dans le contexte de la lutte contre la pauvreté, mais ils n’ont guère, jusqu’ici, fait l’objet d’études.

5. Quels revenus du tourisme restent acquis aux pays dits en développement ?

Cette question est posée souvent et à juste titre, mais il est difficile d’y répondre. Tout dépend du pays duquel il s’agit et des conditions dans lesquelles a lieu le tourisme. Dans la plupart des cas on ne se demande pas de manière différenciée: qui profite concrètement des recettes du tourisme international? Les populations dans les régions touristiques? Les élites politiques et économiques? Les deux? Quelles sont les parts respectives? Ces questions restent sans réponse.

Les quelques rares études scientifiques existantes se concentrent sur la part du prix ou du coût du voyage qui reste – ou ne reste pas – dans les économies nationales des pays d’accueil. On analyse donc quelles « fuites » (« leakages ») sont enregistrées dans l’ensemble des recettes de l’économie nationale d’un pays. Ces fuites indiquent la part des recettes touristiques acquises à des opérateurs étrangers – compagnies aériennes opérant au plan transnational, chaînes hôtelières, voyagistes ou sociétés de croisières ou qui correspondent à des importations de produits alimentaires ou d’autres marchandises, ne bénéficiant donc pas aux économies nationales des pays d’accueil. Et ces parts sont considérables: d’après un rapport de la New Economics Foundation (NEF) britannique, la Banque mondiale table sur des taux de réexportation des recettes du tourisme pouvant atteindre 55 pourcent ; la NEF elle-même renvoie dans plusieurs études de cas à des taux de fuite sensiblement plus élevés: pour la Thaïlande, Cuba et la Gambie on indique des taux de reflux de 70 à 75 pourcent, pour un exemple extrême, à savoir un voyage « tout compris » au Kenya, même 85 pourcent. Uniquement 15 pourcent des recettes d’un touriste « tout inclus » sont donc acquis à l’économie nationale kenyane. Les dépenses des touristes sur place – dans les régions touristiques mêmes – ne sont guère prises en considération.





6. Comment se présente un tourisme

dont bénéficient les pauvres ?

Il n'y a pas d'accord général sur le type de tourisme susceptible de bénéficier le plus aux « pauvres ». Des études scientifiques ont montré qu'on ne peut pas dire de manière généralisée que telle ou telle forme de tourisme soit « meilleure » que les autres quant à la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil. Souvent il est avancé que les installations hôtelières du « tout inclus » ne contribuent pas à réduire la pauvreté, tandis que des formules touristiques « de niche », par exemple l'écotourisme ou le tourisme communautaire, y contribueraient automatiquement. Ceci n'est pas du tout le cas. Dans une étude fondée sur plus de 200 sources, Jonathan Mitchel et Caroline Ashley ont conclu que ces hypothèses manquent de substance. Le seul fait d'être basé sur des éléments culturels ou écologiques, ne suffit pas pour qu'un tel tourisme contribue effectivement à réduire la pauvreté. Si le tourisme peut fournir ou non une contribution positive à l'éradication de la pauvreté dépend plutôt du contexte politique, économique et culturel. Par exemple de la répartition juste ou injuste des recettes touristiques. Ou de la mesure dans laquelle des personnels recrutés sur place disposent de suffisamment d'éducation ou de formation pour accepter un emploi dans le tourisme, ou encore de la situation des commerces locaux (accès ou non à des réseaux leur permettant de livrer aux installations ou opérateurs du tourisme). Également de la disposition ou non des opérateurs touristiques à former des personnes sur place et à les embaucher ou bien – facteur tout aussi important – à utiliser des produits locaux dans la restauration.

Les clients d'hôtels « tout compris » peuvent eux-aussi contribuer à la valeur ajoutée locale, s'ils ont la possibilité de visiter des marchés locaux et d'acheter des souvenirs.



Bildrechte: Gerhard Sturm

7. Est-ce qu'il y a des exemples de projets

touristiques dont profitent effectivement

les populations pauvres des alentours ?

Tout à fait. Il y a de bons exemples, entre autres du Sri Lanka et d'Afrique du Sud (voir ci-dessous). Ce sont des exemples individuels qui ont cependant un élément en commun : l'attitude active et engagée des acteurs du tourisme et des gestionnaires des hôtels, s'adressant délibérément à des « locaux » et leur ouvrant la chance de travailler dans le tourisme. Souvent ils encouragent leurs nouveaux salariés à suivre des formations complémentaires et à prendre plus de responsabilité. À considérer ces exemples on voit que des projets touristiques peuvent proposer aux populations locales du travail, de la participation et des chances – mais aussi que ceci n'est pas un automatisme.

8. Quels sont les rapports entre réduction

de la pauvreté par le tourisme et « voyages

équitable » ou « tourisme durable » ?

D'une manière générale les populations des régions d'accueil devraient être les premières à bénéficier des bienfaits du tourisme « équitable » ou « durable » et en aucun cas être les victimes de formes de tourisme dont profitent d'autres (groupes internationaux). Ceci signifie que le développement touristique durable doit en tout cas contribuer au bien-être et à la prospérité des populations locales. On dira que seulement le développement touristique durable garantit la réduction de la pauvreté par le tourisme. Car d'après les critères qu'il applique, les gains économiques de quelques-uns ne doivent pas avoir des répercussions négatives sur l'environnement et sur la cohésion sociale dans la région concernée. Inversement un tourisme respectueux de la nature environnante mais qui ne crée pas assez de bénéfices ou revenus pour les populations locales (par exemple parce que trop peu de touristes fréquentent une région reculée) ne contribue pas à la réduction de la pauvreté et n'est pas durable. Développement durable veut dire équilibre et toujours aussi répartition équitable.



Exemples : Réduction de la pauvreté par le tourisme – voilà comment cela fonctionne

Afrique du Sud : le commerce équitable dans le tourisme en Afrique du Sud



L'idée du commerce équitable a pour fondement le paiement équitable pour des prestations et des produits. À l'heure actuelle l'Afrique du Sud est le seul pays du monde à disposer d'un service de vérification indépendant pour le commerce équitable dans le tourisme : Fair Trade in Tourism South Africa (FTTSA). FTTSA décerne un label aux entreprises touristiques respectant des critères comme des rémunérations et conditions de travail équitables et défendant les droits humains tout comme la culture et la nature locales. Le label de qualité est un symbole récompensant le comportement équitable dans le secteur du tourisme. Katarina Mancama, responsable de projet chez FTTSA, explique comment cela fonctionne : « Des entreprises candidates à l'obtention du label FTTSA font appel à des biens et services locaux, proposent des formations complémentaires à leurs personnels et leur paient des salaires équitables ; elles soutiennent des campagnes d'information sur la santé et le SIDA et sur l'environnement et assistent les populations locales. Une vérificatrice intervient en notre nom auprès de l'entreprise et fournit un rapport à notre commission d'experts qui décide si le candidat peut obtenir le label ou s'il doit encore améliorer sa performance. Pour que le tourisme puisse être vraiment équitable, il faut des offres concrètes « clés en main » à l'intention des touristes. FTTSA s'en occupe. »

La gamme des actuelles 62 entreprises récompensées dans toute l'Afrique du Sud est large : elle va du Lodge de luxe Singita dans le Parc national Kruger aux simples fermes, de circuits d'observation de baleines et d'autres animaux, particulièrement respectueux de l'environnement, aux promenades accompagnées et cours de cuisine à Bokaap, le quartier malais traditionnel de Kapstadt. Deux exemples illustrant comment les populations locales peuvent très concrètement profiter de projets touristiques, sont décrits ci-après.

Spier Wine Farm

La Spier Wine Farm, l'un des plus anciens et des plus réputés producteurs de vin d'Afrique du Sud, visité par de nombreux groupes de voyageurs, a lancé en 2004 un appel d'offre pour réorganiser son système d'achats. Les intervenants locaux ont été privilégiés dans cette démarche. Bernie Samuels, un petit entrepreneur local qui avait jusqu'alors vécu de petits boulots et arrivait à peine à nourrir sa famille, a répondu à l'appel et décroché un contrat pour sa blanchisserie. Beaucoup de choses ont changé depuis pour Bernie Samuels et sa famille. Il emploie cinq salariés du voisinage et peut financer les études de ses enfants – tout ceci est devenu possible grâce à la coopération étroite et durable avec la Spier Wine Farm.



Bernie Samuels

Photo: FTTSA

Shiluvu Lakeside Lodge

Betty Hlungwani est la gestionnaire de la Shiluvu Lakeside Lodge, une petite entreprise touristique dans la province sud-africaine du Limpopo. Elle a grandi dans les environs du Lodge et après avoir terminé ses études en 1994, les propriétaires de Lodge qui venait d'ouvrir ses portes, la famille Girardin, l'avait encouragée à travailler pour le Lodge. À l'époque Betty n'avait ni d'expérience ni de formation dans le domaine du tourisme. Au fil des ans elle a pu, avec l'aide de ses employeurs qui avaient entre-temps parcouru avec succès la certification FTTSA, suivre des formations complémentaires. C'est ainsi que l'ancienne femme de chambre est devenue manager d'hôtel bien connue – une carrière exceptionnelle pour une jeune femme « de la campagne ».



Betty Hlungwani

Photo: FTTSA



Sri Lanka : Jetwing



En 2006 la société hôtelière sri-lankaise Jetwing Hotel a lancé le « Jetwing Youth Development Project » (JYDP) : avec le soutien généreux des temples bouddhistes locaux elle a proposé dans une zone reculée du pays un programme de formation de neuf mois pour plus de 100 jeunes chômeurs et chômeuses. Grâce à un investissement total de seulement 7 500 dollars des États-Unis, cinquante jeunes et quelques femmes célibataires ont été formés en gastronomie et se sont vu proposer ainsi la chance d'un emploi dans le resort écologique de luxe « Vil Uyana » de la chaîne Jetwing.



En 2009, après la fin de la guerre civile, Jetwing a repris son programme de formation réussi, en premier lieu à l'intention de jeunes des régions touchées par la guerre civile dans le Nord et le Nord-est du Sri Lanka.

Matière à réflexion

Les croisières : Que reste-t-il des flots de touristes ?

Ce n'est pas que depuis le naufrage du Costa Concordia devant l'île toscane du Giglio que les croisières font l'objet de critiques. Et ceci non seulement pour des raisons environnementales, aussi justifié que puisse être la critique d'organisations de protection de l'environnement et de la nature par rapport aux allures des compagnies de croisières maritimes. Les critiques portent en premier lieu sur les piètres conditions de travail des personnels des bateaux de croisière. Des documentations de journalistes infiltrés le prouvent de manière impressionnante. À cela s'ajoute que les clubs « tout inclus » flottants, avec 2 000 personnes ou plus à bord, qui ne quittent le bateau que pour quelques heures seulement, ne créent guère, pour les habitants des ports et des îles abordés par les bateaux de croisière, de ressources appréciables. Les marchands de souvenir et les restaurateurs localisés directement sur le port peuvent bien faire leurs affaires, mais à la différence du tourisme « normal », le passage des bateaux n'entraîne pas de nuitées sur les destinations en question, étant donné que les passagers passent la nuit à bord. Les taxes portuaires compensent-elles les contraintes que signifient quelques milliers de « touristes de passage » par jour pour les ports et leurs habitants ? Les gouvernements de certains États insulaires semblent le penser – reste la question de savoir qui sont les principaux bénéficiaires des taxes portuaires ...



Photo: Flickr.com/3001

Sources

OMT, OCDE, Banque mondiale AKTE, FTSA, mascontour (Nicole Häusler)
www.propoortourism.info
www.unwtostep.org
www.fairtourismsa.org.za
Ashley, C., & Mitchell, J. (2010): Tourism and Poverty Reduction. Londres: Earthscan.
Harold Goodwin and Xavier Font (Eds.): Progress in Responsible Tourism. Volume 1 (1), November 2011, pp. 61-75. Goodfellow Publishers Limited, Oxford.
Lange, L. (2011): Exploring the Leakage Effect of Tourism in Developing Countries – Issues and Implications. Bad Honnef: Internationale Fachhochschule Bad Honnef, mémoire.

Mention légale

Publie par: Internationale des Amis de la Nature – respect, Diefenbachgasse 36, A-1150 Vienne, Tél.: +43 1 8923877, E-Mail: office@nf-int.org, www.nf-int.org; Texte: Karin Chladek; Recherches et collaboration: Christian Baumgartner, Karin Chladek, Friederike Lück, Andreas Zotz; Lay-out: Hilde Matouschek, officina.

1. Edition, Mai 2012.

